



## **Consultation publique de la CRE du 24 mai 2016** **relative à la structure des tarifs d'utilisation des** **réseaux publics d'électricité :**

### **CONTRIBUTION DE LA FNME-CGT**

Comme lors de la consultation de juillet 2015, la CGT, en tant qu'organisation syndicale, apporte une vision sociale et humaine dans ses réponses à cette consultation mais aussi une approche de sauvegarde du service public, de la pérennité des entreprises et de la défense des consommateurs. Elle n'a pas vocation à répondre aux questions techniques autrement qu'en rappelant éventuellement des principes généraux.

#### **Rappel de quelques grandes lignes directrices :**

La CGT réaffirme son attachement au rôle du service public de la distribution et du transport d'électricité dans les équilibres territoriaux, en particulier au travers de la péréquation tarifaire. Ce maintien de l'unicité de traitement est un objectif qui guide les réponses de la CGT aux consultations de la CRE.

La CGT considère que les tarifs réglementés de vente sont une garantie pour le consommateur et qu'ils doivent perdurer. Ce ne sont pas eux qui engendrent des coûts supplémentaires pour l'usager mais bien la libéralisation doctrinale du secteur de l'électricité qui ne permet pas d'atteindre l'optimum technico-économique.

Par ailleurs, la CGT attire l'attention sur les conséquences sociales des choix qui pourraient intervenir et qui modifieraient la structure tarifaire actuelle au détriment des clients particuliers, en particulier des ménages les plus modestes.

Les modifications éventuelles des structures tarifaires ne doivent pas servir à dissimuler, via une complexification des tarifs, une hausse de ceux-ci.

En particulier, la structure des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution ne saurait entraîner des déséquilibres entre segments de populations au regard de leur capacité économique effective à répondre aux signaux de prix, ou une différenciation de traitement entre les territoires en négation des solidarités et de la péréquation nécessaires. Toute nouvelle structure qui privilégierait une approche "punitive" de la gestion des pointes ou de la flexibilité des ENR au détriment d'une approche plus citoyenne ne rencontrerait pas notre adhésion.

Il faut décorrélérer la gestion des pointes consommation de celle de la flexibilité des ENR car si les thématiques peuvent sembler identiques les solutions ne sont pas nécessairement les mêmes.

Nous déplorons encore que les investissements sur les réseaux de répartition et de distribution ne fassent toujours pas l'objet d'une plus grande optimisation entre ERDF et RTE et n'apporte pas une plus grande économie d'échelle.

Bien qu'elle soit extrêmement attentive à la situation de l'industrie française, la CGT n'accepte toujours pas que le transfert du coût d'utilisation des réseaux des clients gros consommateurs (type industriels électro-intensifs) vers les particuliers ne soit mis en place sans qu'un mécanisme de contrôle des retombées pour la collectivité existe.

Les tarifs maîtrisés pour les électro-intensifs sont une garantie de la localisation industrielle. Pour autant, il est nécessaire d'apprécier l'impact (sur les entreprises incriminées) réel de la baisse du prix des KWh électriques et thermiques en termes d'emplois, d'investissements et d'activités ?

Si nous souhaitons une énergie compétitive pour ces entreprises, la perte de recette pour le TURPE qui constitue l'essentiel des recettes d'ENEDIS et RTE (et qui permet un prix d'acheminement identique sur l'ensemble du territoire), va retomber nécessairement sur d'autres, les ménages et les PME-PMI.

Nous préconisons un engagement plus grand des gestionnaires de réseau de transport et de distribution dans la gestion des pointes de consommation et de la flexibilité des ENR.

Nous demandons également à la CRE d'introduire dans le système tarifaire une limitation de la prise de dividende sur le résultat des gestionnaires de réseau pour éviter toute dérive liée à une politique financière de court terme qui serait contraire aux engagements à long terme des gestionnaires.

**Q1 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?**

Cette clause de rendez-vous est un moindre mal mais la CGT pense qu'un début de rééquilibrage pourrait voir le jour, au moins pour RTE, dès le début du TURPE5 quitte à ajuster cet équilibre lors de la clause de rendez-vous. Les déséquilibres de recette entre énergie et puissance commencent à être bien présents dans les comptes de RTE.

Par ailleurs la mise en place de clause de rendez-vous aurait plus de sens dans le cadre d'une durée tarifaire plus longue.

**Q2: Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?**

Non, en raison des risques de facto sur le principe de péréquation tarifaire pour les raisons évoquées par la CRE. Par ailleurs, la CGT considère qu'il s'agirait là d'une première étape puisqu'on ne voit pas sur quelles bases on pourrait limiter cette possibilité aux seuls bâtiments tertiaires.

A titre subsidiaire, si cette solution était retenue, elle devra apporter toutes les garanties pour ne pas créer les conditions d'un abandon de facto de la péréquation tarifaire. Pour cela elle devra s'assurer de limiter cette possibilité à des sites et des utilisateurs uniques.

**Q3: Si vous êtes promoteur immobilier ou gestionnaire d'immeuble, seriez-vous intéressé par la mise en place de ce dispositif ? Sous quelles modalités ?**

Non concernés

**Q4: Etes-vous favorable au lissage de l'augmentation de la part puissance prévue en BT  $\leq 36$  kVA ?**

La CGT n'a pas d'a priori sur cette question mais elle ne nous semble pas devoir faire l'objet d'une décision dès à présent : en effet, la CRE évoque des évolutions de factures significatives pour certains utilisateurs. Nous avons donc besoin de précision pour apprécier les conséquences de cette évolution.

**Q5 : Quelle est votre analyse de la méthode d'allocation des coûts de réseau proposée par la CRE?**

Nous regrettons une nouvelle fois que la CRE se base sur des hypothèses non démontrées. Par exemple, sur l'introduction de 4 plages temporelles pour le niveau de tension BT < 36 kVA, rien ne prouve qu'il entraînera des efforts d'économies et dans quelle mesure. Il serait d'ailleurs intéressant de pouvoir analyser les conséquences de cette mesure introduite dans TURPE 4 pour les niveaux de tension supérieurs.

Il nous semble par ailleurs que la méthode proposée vise en premier lieu à un transfert de charges entre les clients > à 36 kVA et ceux < à 36 kVA au bénéfice des premiers (Cf. tableau 1, page 4). Les justifications de cette évolution ne nous convainquent pas sur le plan « technique ». Par ailleurs nous y sommes opposés car cela se traduira forcément par une charge nouvelle sur les consommateurs particuliers.

**Q6 : Etes-vous favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts entre HTA, BT > 36 kVA, et BT  $\leq 36$  kVA ?**

Non en raison des conséquences exposées dans notre réponse à la question 5.

Ajoutons que, selon nous, indiquer que les grilles tarifaires résultent toujours d'un arbitrage entre précision et lisibilité du signal est notoirement insuffisant et donc qu'il est d'abord essentiel de préciser les objectifs recherchés. La CRE passe sous silence cette question, ce qui lui évite d'ouvrir le débat sur le principe qui lui semble

évident, noté dans l'article 2.1.4, selon lequel il serait bon que chaque utilisateur « paye exactement ce qu'il coûte ». Pour la CGT, une fois encore, la CRE milite par ce biais contre les principes même de la péréquation tarifaire. Nous comprenons qu'il n'y ait pas de questionnement sur ce chapitre.

**Q7: Etes-vous favorable à l'utilisation de la méthode spécifique proposée par la CRE pour la construction du tarif BT LU ?**

Pas de commentaires à apporter

**Q8: Etes-vous favorable à la mise en œuvre progressive, à un rythme annuel, du recalage lié à l'introduction d'un tarif à quatre plages temporelles ?**

Cette solution à un problème généré par l'introduction d'une option à 4 plages temporelles pose en soi la question de l'intérêt de cette option. Nous n'y sommes donc pas favorables.

Ce qui est certain, par contre, c'est l'apparition d'une discrimination entre usagers équipés des nouveaux compteurs communicants et les autres. C'est injustifiable puisque le rythme du déploiement des dits compteurs s'impose aux usagers. La CGT revendique a minima l'attente de la généralisation de ces compteurs avant toute décision.

**Q9: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB 3 ?**

Pour la FNME-CGT, la réponse à la question sur la répartition entre énergie et puissance ne se résume pas à regarder la différenciation temporelle. La CRE ne semble pas vouloir prendre en compte la modification d'usage du réseau de transport qui, avec le développement des moyens de production décentralisés, voit diminuer la part d'énergie transitée sur les réseaux HTB mais ceux-ci restent une assurance en puissance pour pallier à l'intermittence de ces moyens. Nous sommes donc tout à fait favorables à augmenter la part puissance du tarif mais à cout constant pour les usagers.

**Q10: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB 2 et HTB 1 ?**

Nous soutenons la CRE dans sa décision de conserver les 5 plages temporelles. Nous sommes néanmoins toujours favorables à augmenter la part puissance du tarif mais à cout constant pour les usagers.

**Q11: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour les domaines de tension HTB 3, HTB 2 et HTB 1 ?**

Le système proposé, surtout pour HTB2, défavorisera les industries qui sont obligées de consommer lors des périodes de consommation intense. Il semble important que ces utilisateurs ne voient pas leur facture augmentée entre TURPE4 et TURPE5 en raison de la modification des grilles tarifaires.

**Q12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification à la puissance souscrite ?**

Oui tout à fait.

**Q13: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le modèle quadratique actuel pour la facturation des dépassements en HTB 2 et HTB 1 ?**

Oui.

**Q14: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à autoriser la modification de puissance en cours de mois uniquement pour l'avenir avec un préavis de 3 jours ?**

Oui pour supprimer tout effet rétroactif.

**Q15: Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE concernant les propositions de RTE destinées aux industriels ?**

Oui. Le traitement de ces dépassements doit être identique entre utilisateurs. On peut introduire des souplesses vis à vis des industriels si celles-ci sont étendues aux autres utilisateurs.

**Q16: Etes-vous favorable à la première proposition de la CRE consistant à recentrer l'application du dispositif d'écèlement grand froid sur les périodes de froid rigoureux ?**

Ce dispositif semble être plus compliqué à mettre en œuvre. Il faudrait connaître les impacts financiers sur les ELD et ENEDIS induit par ce dispositif. Dans l'attente, on doit conserver le dispositif actuel.

**Q17: Etes-vous favorable à la seconde proposition de la CRE visant à limiter l'application du dispositif d'écèlement grand froid aux seules situations de froid rigoureux où l'aléa climatique est localement plus fort qu'au niveau national ?**

Ce dispositif semble être encore plus compliqué à mettre en œuvre et d'une gestion complexe. Même réponse que pour la question 16.

**Q18: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à étendre la période d'application des dépassements ponctuels programmés à l'ensemble de l'année tout en excluant les périodes de pointe fixe et de pointe mobile fondée sur la période PP1 ?**

La FNME-CGT est favorable à cette disposition.

**Q19: Etes-vous favorable à la proposition de RTE visant à permettre le report de charge pour les utilisateurs disposant d'au moins une autre alimentation principale ou d'une alimentation de secours ?**

Oui.

**Q20: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à créer un type de contrat amont J-1 sur le modèle de celui existant pour les producteurs afin d'appliquer les nouvelles dispositions de reports de charge?**

Non. Cela va complexifier les relations contractuelles pour peu d'intérêts.

**Q21: Avez-vous des remarques sur les nouvelles règles proposées ?**

Pas de remarques sur le fond mais la facturation au pas horaire n'engendre-t-elle pas plus de complexité technique.

**Q22: Faut-il prévoir des modalités transitoires pour l'application de ces nouvelles règles ? Si oui, pouvez-vous préciser quels moyens devront être mis en œuvre et les échéances associées ?**

Pas d'avis sur ce point.

**Q23: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTA ?**

Pas de commentaires à apporter

**Q24: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour le domaine de tension HTA?**

Réponse identique à celle de la question Q11.

**Q25: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en BT > 36 kVA?**

Pas de remarques particulières

**Q26: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT > 36 kVA ?**

Le choix de la CRE consiste à privilégier les utilisateurs professionnels/industriels au détriment des usagers « particuliers » par un transfert des charges sur ces derniers. Ce choix ne recueille pas notre approbation.

**Q27: Etes-vous favorable aux modalités envisagées par la CRE pour la mise en place d'un tarif à quatre plages temporelles en basse tension  $\leq 36$  kVA ?**

Non, en tout cas pas tant que le déploiement des compteurs communicants ne sera pas terminé.

**Q28: Etes-vous favorable au maintien de la possibilité de souscrire la puissance par pas de 1 kVA pour les utilisateurs équipés d'un compteur adéquat ?**

Non, là encore la CRE introduit une mesure discriminatoire entre usagers équipés des nouveaux compteurs et les autres.

**Q29: Etes-vous favorable à la suppression des plages de puissance en BT  $\leq 36$  kVA ?**

Oui.

**Q30: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT  $\leq$  36 kVA ?**

Le tableau page 5 confirme la mise en place d'un système discriminatoire par la CRE selon l'équipement des usagers en compteurs communicants. On remarque en outre que les plus fortes hausses seront supportées par les usagers résidentiels, ce qui confirme notre analyse d'une construction tarifaire au bénéfice des industriels/professionnels et donc au détriment des usagers. Nous contestons ce report de charges qui va une fois encore avoir des conséquences sociales lourdes.

**Q31: Etes-vous favorable à la tarification des dépassements de puissance telle que proposée par la CRE ?**

Non, rien ne justifie ce plafonnement sinon une fois encore la volonté de privilégier certains segments de clientèle.

**Q32: Etes-vous favorable à la suppression de la composante de dépassements ponctuels programmés en HTA ?**

Oui pour une raison de simplification et au vu des chiffres donnés qui indiquent le peu d'intérêt de cette formule.

**Q33: Etes-vous favorable à une composante de comptage unique pour tous les utilisateurs non-propriétaires de leur compteur en BT  $\leq$  36 kVA ?**

Non, pour la même raison qu'indiquée dans notre réponse à la question 31.

**Q34: Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux autoproducteurs ?**

Non, mêmes motivations que Q31 et 33. Nous souhaitons le maintien de l'existant.

**Q35: Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante tarifaire de gestion unique, les conditions de rémunération des fournisseurs par les GRD au titre de la gestion de la relation contractuelle avec les utilisateurs étant par ailleurs définies dans les contrats et protocoles liant les GRD et les fournisseurs ?**

Pas d'a priori. La CGT appréciera les détails de cette proposition.

**Q36: Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?**

Idem Q35

**Q37: Dans la perspective d'un encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD, quelles modalités de rémunération seraient les plus adaptées ?**

Pas de commentaires à apporter

**Q38: Êtes-vous favorable à la fixation du niveau du tarif d'injection sur la base d'une estimation du coût des pertes générées par l'énergie exportée et du coût des pertes facturées à RTE au titre du mécanisme de l'ITC ?**

Nous ne sommes pas favorables à géolocaliser un timbre d'injection mais il faudrait que tous les moyens y compris en HTA participent à ce timbre (au prorata de leur capacité bien évidemment).

**Q39: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'uniformiser le mode du financement de l'ensemble des réserves ?**

Quel que soit le mode de financement, il ne faudrait pas que le responsable d'équilibre se trouve dédouaner de ses écarts. La proposition semble aller dans le sens d'une moindre responsabilisation du responsable d'équilibre. Nous ne sommes pas favorables à cette proposition.